

# Ils dénoncent le projet d'incinérateur à Plouvara

Une chaudière CSR pourrait y voir le jour, en 2029. Une association a exposé les conséquences délétères d'une telle implantation aux élus des communes limitrophes, lundi, à Plerneuf.

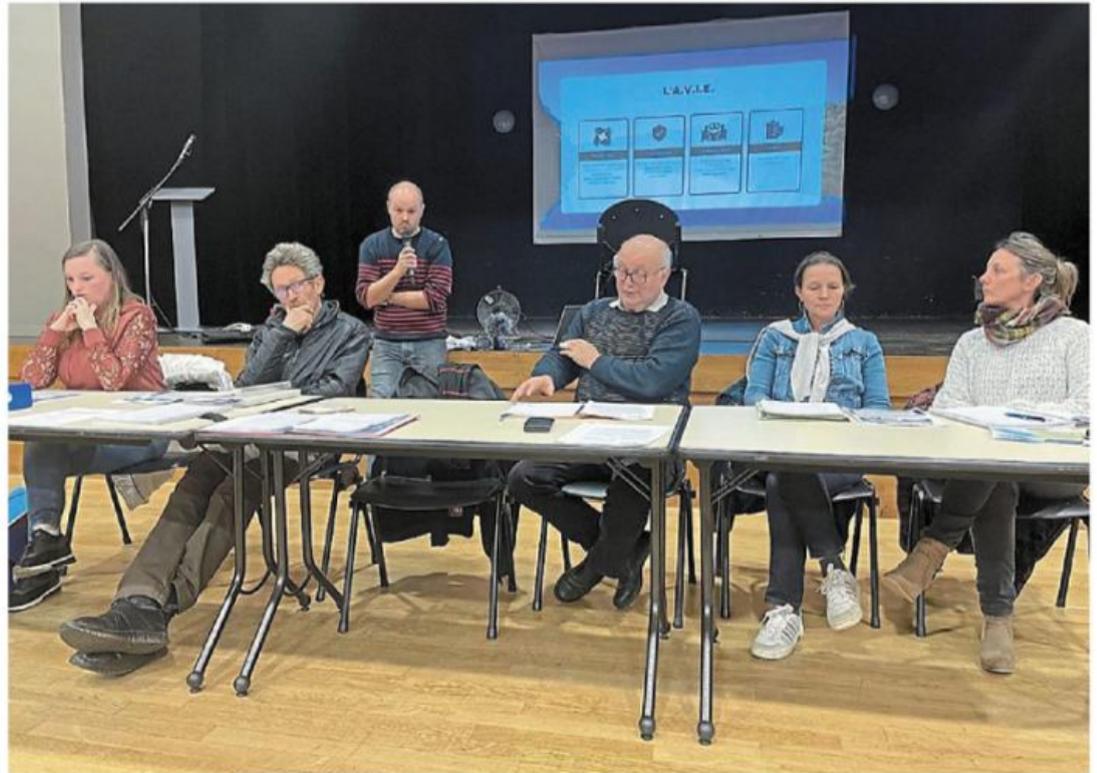
Pourquoi ? Comment ?

## Quel est le projet de Kerval Centre Armor, syndicat de valorisation des déchets, à Plouvara ?

En 2017, Kerval a construit Ti Valo, une usine de production de combustibles solides de récupération (CSR) provenant des déchets de bacs jaunes non recyclés, tout-venant et encombrants de déchèterie (meubles, plastiques, textiles, etc.) à Ploufragan. En mal de débouchés locaux – les CSR partent en Suède – le syndicat, avec visiblement l'aval de la municipalité, a pour projet d'implanter une chaudière CSR près de la Sécanim, l'usine d'équarrissage de Plouvara (coût : 60 000 €). Comme l'obligation de rendement du CSR doit être de 70 % de novembre à mars et supérieur à 30 % le reste du temps, Armor semences, de Pleudaniel, projette de déployer 15 ha de serres, afin de produire des graines de tomates sur des parcelles jouxtant le site.

## Pourquoi l'Avie a-t-elle convié les élus des communes limitrophes à Plerneuf ?

Début février, les élus de Plerneuf ont manifesté de vives inquiétudes lors de la présentation de ce projet par Kerval. Puis des habitants de Plouvara et Saint-Donan ont créé l'Association vigilance sur les incidences environnementales (l'Avie) pour informer sur les risques sanitaires liés à ce projet. Si le conseil de Plouvara était aux abonnés absents, lundi, les maires de La Méaugon, Plerneuf, Saint-Donan, Trémuson et un élu de Boquého étaient bien présents à cette réunion. « On nous a présenté un projet meilleur pour la planète, polluant, mais qui respecterait la réglementation, entame Lucie Perrigot, vice-secrétaire de l'association qui planche sur le sujet depuis novembre dernier. Pour autant, cet incinérateur a besoin de déchets. Et pour avoir des déchets, il faut consommer. Du coup, aucune diminution de plasti-



Lucie Perrigot, Guy Le Gal, Pierre Sylvestre, Nathalie Guillosson et Guénola Briand, membres de l'Avie, et Philippe Le Méhauté, maire de Plerneuf (au centre), ont exposé leurs arguments contre le projet d'incinérateur de Plouvara.

PHOTO : QUEST-FRANCE

que, de déchets. Ce n'est pas vraiment "vert" ! »

## Qu'est-il reproché aux chaudières CSR ?

Ces « unités de valorisation énergétiques » sont considérées comme des alternatives « vertueuses » à l'enfouissement des déchets, qui sera interdit en 2030. Mais leur fonctionnement pose question. « On nous annonce une chaudière traitant 33 000 t de déchets non dangereux par an, poursuit Guy Le Gal, ancien maire de Saint-Donan et vice-président de l'association. S'ils ne le sont pas en tant que tels, leurs composants et le produit de leur combustion ne laissent planer aucun doute : ils sont

toxiques ! »

Pierre Sylvestre, président, poursuit : « Ils dégagent dioxines, furanes, microplastiques qui, via les fumées dispersées, vont se retrouver dans nos poumons, dans l'eau, dans notre alimentation. Si je m'investis, c'est pour que mes enfants ne me reprochent pas, dans les années à venir, de n'avoir rien fait. »

## Qu'envisagent les opposants au projet à l'avenir ?

Selon l'Avie, le calendrier annoncé par Kerval ne mentionne pas de réunion publique d'information. Pour autant, Rémy Moulin, président de Kerval Centre Armor, entend créer

« un comité de projet ouvert », assurant que l'entreprise ferait « de l'acceptabilité sociale une priorité ». Le financement de l'opération dépendant en grande partie d'une subvention de l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), Philippe Le Méhauté, maire de Plerneuf, a lu sa lettre adressée à sa directrice et invité les maires à en faire autant. « N'oublions pas que les industriels ne sont pas propriétaires de notre air. »

Jérom FOUQUET.

**Lundi 17 mars**, à 20 h, réunion publique dans la salle polyvalente de Plerneuf.